



Maires et Mouvements

☐ Ce texte est une traduction libre, quelquefois interprétée, d'un article d'Eoghan Gilmartin, paru sur le jacobin-mag, intitulé "The Mayors and the Movements".

L'article permet de cerner le municipalisme si mal connu du grand public et même des milieux politiques et sociaux dont il est issu, à travers la critique d'un ouvrage paru récemment, et, comme il s'agit d'un mouvement bien inscrit dans le réel, d'en cerner les avancées là où il est établi.

Le livre : "Fearless Cities : A guide to the global municipalist movement" i uniquement en espagnol et catalan, les versions anglaises et françaises étant prévues pour 2019.

[L'article original](#)

En 2015, une vague de mouvements sociaux a porté des maires de gauche aux commandes d'un certain nombre de villes espagnoles, [créant ainsi un réseau plus ou moins coordonné de conseils municipaux "radicaux", dans la mesure où ils prônent une démocratie elle-même "radicale"]. L'expérience tirée de ces exercices a mis en relief l'importance qu'il y a à relier pouvoir institutionnel et mouvements sociaux réellement issus de la base.

Alors qu'en juillet, une grève massive des taxis, déclenchée à Barcelone, s'est propagée à d'autres villes dans tout le pays, le gouvernement fédéral espagnol n'a eu aucun scrupule à en attribuer la responsabilité à l'équipe *Municipaliste*. Selon le parti populiste de centre-droite *Ciudadanos*, c'est la maire de gauche de Barcelone, Ada Colau, qui est à l'origine, de façon totalement irresponsable, de ce conflit explosif. Le quotidien conservateur *El Mundo* n'a d'ailleurs pas manqué de condamner "son opportunisme et sa démagogie".

La grève a commencé après que le gouvernement municipal d'Ada Colau ait tenté d'imposer des réglementations strictes quant à l'utilisation des plates-formes numériques telles qu'*Uber* [accusées de faire entrer en bourse une activité coopérative, d'encourager un salariat déguisé précaire, et de concurrencer de façon déloyale les professionnels payant patente], réglementations suspendues par la Cour suprême catalane, qui a estimé et jugé que la ville avait ainsi outrepassé les compétences qui lui étaient accordées. Des milliers de chauffeurs de taxi ont alors bloqué certaines artères principales de Barcelone en protestation ; leurs collègues à Madrid, Malaga et Valence ont inondé les rues, exigeant que des réglementations similaires soient introduites à l'échelle nationale.

Dans le même temps, Ada Colau a mis au défi le nouveau gouvernement national

"de ne pas se tourner vers le passé, et de se montrer ferme envers les plus riches".

Après cinq jours d'embouteillages urbains, un accord provisoire a été conclu avec le gouvernement dirigé par le candidat du *PSOE*, Pedro Sánchez, acceptant d'introduire une nouvelle loi à l'automne pour faciliter la réglementation du secteur.

Une telle dynamique positive entre les initiatives institutionnelles et les mouvements sociaux, dans laquelle chacun renforce l'autre, faisait partie de ce que *Ada Colau, avec Barcelona en Comú* avait cherché à créer au moment de sa prise de fonctions en 2015. Rassemblant des militants des mouvements sociaux de la ville ainsi que des partis de gauche comme *Podemos* et la gauche unie, la nouvelle force municipalistes promit, non seulement des mesures anti-néolibérales, mais aussi d'appliquer une "démocratie radicale".

Comme pour les plates-formes-sœurs qui ont pris en charge les mairies de Cadix, Madrid, Valence, La Corogne, et d'autres villes espagnoles, le but de *Barcelona en Comú* était de transformer la sphère municipale en un lieu d'organisation et de participation populaire.

Fearless Cities, un livre récent produit par des contributeurs de *Barcelona en Comú*, a cherché à tirer les enseignements les plus larges de ces expérimentations, et la promotion d'un nouveau modèle de municipalisme progressiste, se voulant plus ouvert que le municipalisme libertaire à l'origine du mouvement.

Pourtant, si nous voulons prendre Barcelone comme modèle d'un nouveau type de politique, cela exige également une réflexion plus profonde sur les questions posées par les stratégies de la gauche. Le fait qu'en devenant élus, des militants soient apparus bien visibles sur la scène nationale est certes une victoire, mais ça a également mis en évidence les difficultés d'asseoir un pouvoir institutionnel quand il n'est pas appuyé par une mobilisation soutenue de la base (de la rue).

Rompre avec le passé

Pour ce réseau de Conseils, les choses n'ont pas été faciles. Confronté à des élites bien organisées et cerné par les règles d'austérité imposées au niveau national, ce réseau d'assemblées radicales a rencontré des limites quasi infranchissables. La plupart se sont battus pour rester fidèles à leurs engagements du départ de mettre en place des programmes de transformation radicale, sans occulter les responsabilités des tâches qui leur ont été confiées.

À Madrid, la maire Manuela Carmena a été obligée de renoncer à tout un train de mesures, et notamment à du accepter près de 400 millions euros de coupes budgétaires en 2017. Pendant ce temps dans la municipalité de Badalona, voisine de Barcelone, la maire Dolores Sabater (*Guanyem Badalona en Comú*) a été déchuée de ses fonctions après une motion de censure portée par le *PSOE* (*Partido Socialista Obrero Español*), et soutenu par le *PP* (*Partido Popular*, libéral) et *Ciudadanos*, (le parti de centre droit qui présente la candidature de Manuel Valls), qu'elle a perdu en juin 2018. C'est le résultat d'une année de batailles contre l'austérité, qui a vu le gouvernement central lui refuser des fonds après que Sabater et son mouvement *Badalona en Comú* aient essayé de "tordre" les règles budgétaires.

À Barcelone même, le bilan semble plus positif, en partie en raison de la plus grande force organisationnelle de la plateforme. Mais le taux d'endettement assez bas de la ville a également été décisif, en ce qu'il a donné au Conseil Municipal une plus grande autonomie fiscale qu'à ses homologues dans d'autres villes. Cette initiative a été bien exploitée par l'administration d'Ada Colau, qui a mis en œuvre un ensemble de nouvelles mesures sociales, comme un ambitieux système de logement municipal et un programme d'investissement destiné aux quartiers à faible revenu.

La Municipalité a également imposé une réglementation d'importance pour s'attaquer à la crise du logement dans la ville, dont la plus récente propose que 30% de toutes les maisons neuves soient louées ou vendues à des tarifs abordables.

Pourtant, l'année dernière a également été le théâtre d'un certain nombre de défaites remarquables, telles que l'échec de la mise en œuvre, dès le premier mandat, de la mesure phare de la plateforme, la reprise de contrôle par la ville de la gestion de l'approvisionnement en eau, jusqu'à présent dans le domaine privé. Le Conseil avait espéré proposer, par un référendum portant sur toute la ville, la remunicipalisation, mais après une longue bataille juridique avec l'entrepreneur en place *Agbar*, la proposition n'a pas passé le vote au Conseil en avril.

Le même jour, les conseillers ont également voté l'un des projets d'infrastructure clés de *Barcelona en Comú*, une nouvelle ligne de tramway reliant le centre-ville aux périphéries, ce qui a souligné encore plus les difficultés qu'ils ont eu à opérer en tant que minorité face à l'administration. Avec seulement onze des 41 sièges au Conseil, *Barcelona en Comú* avait formé un gouvernement de coalition avec le *PSOE* en 2016. Mais, bien que la plateforme n'ait aucun lien avec le mouvement indépendantiste, à la suite du référendum sur l'indépendance contesté l'an dernier, le Pacte a éclaté juste après que les socialistes aient entériné la suspension de l'autonomie catalane. Maintenant, en pleine bataille pour une réélection difficile en mai prochain, et, avec des divisions croissantes au sein de la plate-forme elle-même pour des histoires d'indépendance, Ada Colau et *Barcelona en Comú* se trouvent en posture critique. Malgré tout, compte tenu de l'équilibre difficile du pouvoir dans lequel ils opèrent, les victoires obtenues sont impressionnantes. Les premiers sondages leur donnent également une avance étroite sur leurs rivaux les plus proches, *Ciudadanos* et *l'Esquerra republicana* (fédération des gauches républicaines catalanes). Pourtant, la question est maintenant de savoir si elles peuvent poser des racines sociales plus profondes et exercer un réel effet de levier, capable de tracer une voie allant au-delà de leur premier mandat.

Le pari Municipaliste :

C'est dans ce contexte que le livre "*Fearless Cities*", un guide pour le mouvement Municipaliste mondial, a été publié en espagnol et en catalan avec des éditions anglaise et française prévues pour début 2019. Il rassemble les contributions de plusieurs personnalités de la plate-forme *BenComú*, ainsi que d'autres villes espagnoles et d'initiatives similaires partout dans le monde.

Suivant la voie ouverte par la première réunion mondiale des organisations municipales à Barcelone en 2017, les **rencontres *Fearless Cities*** peuvent se comprendre en partie comme la "proclamation publique" d'un mouvement qui sait que son temps est venu. Comme Iago Martínez de la plate-forme la *Marea Atlántica*, qui gouverne le Conseil de La Corogne, le pose :

"Si le 19^{ème} siècle était celui de l'Empire et le 20^{ème} celui de l'État-nation, le 21^e est le siècle de la Ville.... Les villes sont le plus grand espoir pour notre démocratie."

Alors que les institutions politiques traditionnelles perdent de l'espace et du pouvoir dans un système qui a dépassé les frontières de l'État-nation, les nouvelles souverainetés locales émergent comme les protagonistes authentiques du présent par leur capacité à répondre aux défis clés de notre époque. En Espagne, la toile de fond de ce pari à propos d'une nouvelle démocratie urbaine a été l'occupation des places des villes par les **Indignados** en 2011. Cette révolte citoyenne contre un système politique rejeté a été un moment décisif dans la politique espagnole : la radio publique RTVE a

estimé entre 6 et 8,5 millions le nombre de personnes qui ont participé aux assemblées et aux manifestations. Dans la foulée vint un cycle soutenu de mobilisations sociales, qui a vu la propagation de divers mouvements à grande échelle, tels que la campagne de la PAH (Plateforme des victimes du crédit hypothécaire), luttant contre les expulsions, et dont Ada Colau était la porte-parole nationale, et les *Mareas* (ou marées) qui ont organisé la résistance aux coupures de fourniture des services publics. Pourtant, en 2014, avec le reflux de l'engagement social et le peu de victoires politiques tangibles à mettre en exemple, les militants ont lancé l'idée de monter pour les prochaines élections du Conseil de larges plates-formes d'unité populaire, connues sous le nom de "Confluencias".

S'engageant pour l'obtention de la "démocratie radicale" définie par les *Indignados*, ces nouvelles candidatures visaient quelque chose de plus que de simplement gagner le gouvernement local dans un agenda progressiste. Ils cherchaient plutôt à expérimenter de nouvelles pratiques institutionnelles, au sujet desquelles ils considéraient le niveau communal au sens strict comme le plus adapté aux formes horizontales d'organisation.

L'objectif était à la fois de rompre avec les structures descendantes des partis politiques traditionnels, et, en même temps, d'ouvrir le gouvernement local à un éventail de canaux participatifs. *Ils avaient en outre l'intention d'exploiter leur présence à l'hôtel de ville pour continuer de construire un bloc social alternatif capable de contester la prise de pouvoir des institutions publiques nationales sur la ville.* Affirmer la souveraineté municipale contre l'oligarchie de l'état espagnol exigerait "un pied dans les institutions et un millier d'autres dans la rue" C'est-à-dire, que, pour imposer leurs réformes, les conseils radicaux devraient également encourager l'engagement social et le contrepouvoir à l'extérieur même de l'institution.

Le "guide" *Fearless Cities* est très concluant sur cette première question de l'expérimentation organisationnelle, à travers l'analyse des défis initiaux lors de la mise en place d'une plate-forme participative, le type d'outils nécessaires pour mener une campagne électorale non traditionnelle, et comment développer de nouvelles formes de responsabilité politique et de délibération qui peuvent permettre à l'agenda des institutions de rejoindre un projet collectif plus large.

Ce qui est très présent dans ce texte, c'est la quasi-obsession de ceux qui mènent ces formations municipales, la peur de se dissoudre dans la classe politique ou de perdre contact avec la réalité sociale dont ils viennent. À cet égard, un chapitre particulièrement intéressant traite de l'élaboration de *nouveaux codes éthiques* et de la nécessité d'éliminer les privilèges associés au fait d'être un politicien professionnel. Les plafonds de salaire, les règles strictes sur les dépenses, les limites de durée et la transparence des ordres du jour des fonctionnaires sont des éléments nécessaires si l'on veut retrouver la confiance des habitants envers leurs représentants publics.

Les sections sur la *féménisation*, ou "dé-patriarçatisation" (pas trouvé de mot français équivalent), *de la politique*, sont traitées comme essentielles également dans la lecture. Des plateformes comme *Barcelona en Comú* se sont engagées à placer une perspective féministe au centre de leur agenda politique et de leur structure organisationnelle.

Pour Laura Pérez, chef du féminisme et *LGTL* sur le Conseil de Barcelone, l'égalité des sexes ne doit pas être entendue comme juste une question de parité dans les organigrammes et les listes électorales, bien que cela soit important, mais il doit plutôt impliquer une série de mécanismes qui imprègne l'ensemble du processus démocratique, comme le temps de parole égal pour les hommes et les femmes lors des réunions, et la nécessité d'intégrer des critères sexo-spécifiques dans tous les processus décisionnels.

Toutefois, au-delà de considérer la politique municipale comme plus propice au processus transparent et démocratique, les municipalités ont également posé la ville comme lieu stratégiquement important pour la construction d'une contre-hégémonie venant du peuple. Et c'est là que l'expérience espagnole s'est heurtée à des limites. Face à un bloc au pouvoir enraciné, un processus de démocratisation authentique demanderait, non seulement des canaux participatifs, mais aussi le "muscle" social d'une **base populaire organisée**. Comme Kate Shea Beard, l'un des éditeurs de *Fearless Cities*, le proposait dans un récent article:

"Le Municipalisme inclut que le pouvoir ne réside pas uniquement dans les institutions élues. Il doit également être exercé dans les sphères économiques, sociales et culturelles. Pour les municipalistes, alors, la politique de transformation doit également impliquer la construction d'un écosystème de mouvements sociaux, d'initiatives économiques et d'institutions communautaires à même de soutenir les programmes des candidats, à l'extérieur de l'institution, et qui doivent les appeler à rendre des comptes aussi souvent que nécessaire."

En fait, on peut même dire que le succès électoral rapide de ces mouvements espagnols a sans doute complexifié la stratégie de base. Des plates-formes telles que *Barcelona en Comú* avaient parié sur la possibilité de continuer à faire venir la vague des *Indignados* à la Mairie, compensant ainsi leur position minoritaire au Conseil, mais après trois années "chaudes" de mobilisation, la possibilité d'activer d'autres conflits sociaux à grande échelle s'est révélé largement surestimée. En fait, une part du succès de la récente grève des taxis a été qu'il s'agissait de l'un des rares exemples au cours des trois dernières années et demie, au cours desquelles l'un des programmes de ces conseils a effectivement été gelé grâce à une mobilisation importante en dehors des institutions.

C'est quelque chose qui a été débattu en toute transparence au lancement récent du livre *Fearless Cities* à Madrid. Comme le maire adjoint de Barcelone Gerardo Pisarello le disait :

"Il me semble que le débat porte avant tout sur ce qu'il faut faire lorsque la mobilisation à l'extérieur n'est pas suffisamment forte. Nous n'avons pas eu [une telle mobilisation]. Nous avons eu des moments de forte intensité et d'autres sans, [mais] nous n'avons pas eu un mouvement de masse pour le "droit à la ville" comme nous l'avions espéré. Pourquoi ce mouvement de masse contre la spéculation ne s'est-il pas levé ? Eh bien, la seule certitude, c'est qu'il n'a pas existé à nécessaire pour soutenir l'action contre les processus en cours."

Pisarello mentionne une explication rationnelle expliquant "la faiblesse de la rue" : à savoir, l'idée que, si un grand nombre de leurs activistes et organisateurs ont été promus à des postes institutionnels, les mouvements n'ont pas eu les ressources permettant de les remplacer. D'autres, comme Alberto Garçon de "Izquierda Unida" (la Gauche Unie), ont fait ressortir une certaine dérive conservatrice chez un large éventail de la population, plus concernés par la reconquête "post-crise" de leur niveau de vie.

Ce reflux de la mobilisation a également produit un fossé évident entre le large spectre électoral des plates-formes municipales et le manque de profondeur sociale des organisations qui les composent. Le paradoxe est que, tout en étant très novateur en termes de structures et de pratiques participatives, ils n'ont jusqu'ici pas réussi à se développer en tant qu'organisations de masse. *Barcelona en*

Comú peut compter sur 1 500 militants dans une ville de 1,7 million tandis que, comme l'écologiste Yayo Herrero l'a déclaré au lancement de *Fearless Cities*, dans certaines autres villes,

"il n'y a pas d'organisation [extra-institutionnelle]" du tout.

Comme Gerardo Pisarello Prados (premier adjoint au maire de Barcelone, responsable du travail, de l'économie et de la planification stratégique) l'a reconnu, le manque de portée sociale et l'enracinement conservateur a fait que *Barcelona en Comú* s'est retrouvée seule à lutter pour faire passer son message au milieu d'attaques médiatiques implacables :

"En 2015 nous avons gagné des votes, mais pas d'organisations. Nous avons eu des gens qui se reconnaissent dans Ada Colau, mais ces gens n'étaient pas suffisamment organisés dans leurs quartiers."

Sans un tel soutien venant de la base, les villes rebelles espagnoles ont réellement souffert pour faire avancer les éléments essentiels de leurs programmes. Des politiques ambitieuses, visant à stopper la privatisation des services publics, à faire avancer une alternative au développement spéculatif de l'immobilier et à rompre avec le régime d'austérité imposé en Espagne, auraient supposé une capacité suffisamment offensive permettant à ces villes de contester les limites politiques et légales imposées aux administrations locales.

Au lieu de cela, sous la pression massive des élites économiques et d'un gouvernement central hostile, ainsi que de la résistance technocratique des fonctionnaires de la ville, les conseils radicaux se sont retrouvés avec très peu de marge pour agir. Si l'on tient compte de la difficulté à maintenir cet équilibre des pouvoirs, beaucoup des mesures sociales les plus urgentes qui ont été réalisées pour faire face à la crise, ainsi que des réformes innovantes dans des domaines moins politisés comme la piétonisation et les transports publics, doivent être considérées comme les véritables succès des *Conseils Municipalistes*. Plus particulièrement, les réglementations sur le logement abordable introduites par *Barcelona en Comú*, qui mettent la ville au même niveau que les administrations de centre-gauche de Paris ou de Londres, représentent une victoire remarquable compte tenu de la force des lobbies de la construction ou de l'immobilier en Espagne.

Les municipalistes au pouvoir ont également cherché à sévir contre les banques propriétaires d'appartements vides; la Municipalité a condamné trois institutions financières à plus d'un million d'euros au début d'octobre et a stoppé 2300 locations illégales de *Airbnb* (sur un total d'environ 18000 dans la ville) entre 2016 et 2017. Pourtant, l'ampleur de la crise du logement à Barcelone et le manque de pouvoirs réels du Conseil Municipal pour faire valoir des réglementations plus complètes ont abouti à ce que de telles mesures n'aient pas eu d'incidence substantielle sur l'épidémie d'expulsion de logements de la ville.

En 2017, il y en avait plus de 2 500. Elles ont eu lieu principalement dans le secteur locatif, qui a vu une hausse de 49% des prix moyens depuis 2013 tandis que les salaires restent largement stagnants. Les progrès ont été encore plus lents sur le terrain de la remunicipalisation, qui visait à contester directement le pouvoir et le privilège des élites espagnoles en mettant des équipements publics sous contrôle municipal. Le programme de *Barcelona en Comú* contenait non seulement un engagement général à appliquer cette politique, mais également des promesses spécifiques de faire revenir la gestion de l'eau et de l'aide à domicile sous contrôle des services publics. Pourtant, en 2017, le Conseil a annoncé qu'il était impossible de remunicipaliser ce dernier service compte tenu des restrictions légales à l'intégration de la main-d'œuvre privée existante dans la fonction publique. A la place, il s'est concentré sur l'amélioration des conditions précaires de ces 2 600 employés. La question de l'eau devra maintenant attendre l'issue des élections de l'année prochaine, tandis que le

Conseil a également clairement fait savoir qu'il ne chercherait pas à reprendre le contrôle des services de nettoyage des rues et de collecte des déchets, qui constituent à eux seuls 10% du budget.

Dans la capitale, la perspective que la plate-forme "Ahora Madrid" de Manuela Carmena a l'intention de récupérer ces services fondamentaux, a conduit à mener une campagne médiatique d'un an, décrivant l'assainissement de la ville comme catastrophique, et soulignant la menace réelle que le gouvernement, à cette époque conduit par le parti conservateur "Partido Popular", allait assurément contester la légalité de ces projets. Par la signature de nouveaux contrats de quatre ans totalisant près de 700 millions d'euros pour les fournisseurs, le Conseil a validé l'augmentation de son budget tout en insistant sur le fait qu'il dépendait encore des décisions du milliardaire Fong Perezet, de sa société de construction et des services Grupo ACS. Certains services mineurs ont été re-municipalisés à Barcelone et à Madrid, notamment les services funéraires des villes. Les deux conseils ont également lancé des programmes pilotes dans ce qu'ils appellent l' "économie sociale", offrant des contrats mineurs (à Madrid pour un total de 4,8 millions euros) à plusieurs coopératives sociales.

À Barcelone, Ada Colau a repris les projets légués par l'ancienne administration de centre-droit pour créer une société municipale de production d'énergie à partir de l'incinérateur de la ville et en a élargi le cadre pour y inclure également un réseau communautaire de panneaux solaires. Elle a également promis d'inclure ces nouvelles ressources dans la lutte contre la précarité énergétique. Ces initiatives restent modestes, mais elles sont importantes. Pourtant, l'idée qui en ressort majoritairement, c'est qu'après trois ans et demi de mandat, ces conseils radicaux n'ont pas réussi à inverser le modèle actuel de services municipaux fondé sur l'externalisation et les profits.

Petites victoires

Ces limites à l'expérience espagnole ne sont pas réellement débattues dans le texte de *Fearless Cities*. Cela s'explique en partie par la vision globale des auteurs sur le municipalisme en tant que mouvement mondial et par la méthodologie comparative du livre.

Pourtant, le développement du municipalisme radical en dehors de l'Espagne fait plutôt face à de l'incrédulité, et Barcelone reste le porte-étendard de la politique urbaine à l'échelle internationale ; ainsi, le fait qu'aucun chapitre ne soit consacré à une évaluation plus globale de l'engagement institutionnel de ces mouvements apparaît comme une occasion manquée.

C'est particulièrement flagrant quand on constate qu'un nombre disproportionné de contributeurs au livre sont membres de *Barcelona en Comú*. Au lieu de cela, le texte est divisé en trois sections : une courte ouverture sur les concepts municipaux de base et deux sections plus longues offrant des analyses des outils organisationnels municipaux et des initiatives politiques. Ce dernier offre plus de 50 exemples de "politiques publiques transformatrices" relevés principalement en Espagne, mais aussi des études de cas internationales à Portland, Oregon ou à Rosario, en Argentine. Pourtant, tout en soulignant la capacité de ces formations dirigées par des activistes à développer des approches novatrices dans un certain nombre de domaines, on ne nous fournit pas le contexte qui nous permettrait d'évaluer la force ou la profondeur des mouvements et de leur mise en œuvre. S'agit-il de progrès fermes mais isolés, ou de preuves de solutions politiques potentiellement capables d'une transformation sociale plus large ?

Il est encore plus problématique que le livre offre si peu de discussion au niveau de la stratégie politique. Au lieu de cela *Fearless Cities* présente une signification plus large de ces politiques en mettant en exergue leur caractère pré figuratif. Une des thèses centrales du livre, même si elle se montre discrète et partielle, est que des initiatives existent qui visent à réaliser l' "économie sociale" ou à promul-

guer une budgétisation participative pour "non seulement améliorer la vie des gens", mais aussi pour démontrer qu'*il existe des alternatives possibles aux pratiques dominantes.* Dans les temps obscurs que l'on vit, et la montée de l'extrême droite,

"commencer à construire des projets concrets et gagner de petites batailles... est un bon moyen de démontrer à partir du présent le potentiel de la ville de l'avenir."

L'accumulation de petites victoires, en particulier aux premiers stades, est essentielle pour créer une perception des "possibles" dans n'importe quel projet politique. Pourtant, en validant les initiatives municipales de cette façon, les contributeurs ont tendance à passer sur le dilemme stratégique de la façon dont ces mouvements, dans l'action concrète, peuvent espérer conquérir le pouvoir (et pas seulement la mairie).

L'ambition transformatrice de ces mouvements est évidente mais par quels moyens espèrent-ils instaurer une plus grande rupture avec la ville néo-libérale ?

[*☐ article sur le site de Barcelona en comú à propos du guide pour le municipalisme*](#)

*Le Club est l'espace de libre expression des abonnés de Mediapart.
Ses contenus n'engagent pas la rédaction.*